

Le paysan dans la société

Rencontres avec des paysans sénégalais, maliens et mauritaniens

Dans le Bassin du fleuve Sénégal, le travail de la terre est une activité pétrie de paradoxes. L'immense majorité de la population dépend des ressources de l'agriculture et participe d'une manière ou d'une autre aux travaux des champs; pourtant, rares sont les paysans de profession, du moins au sens où on l'entend sous nos latitudes. Tout d'abord, l'agriculture n'est que très rarement un métier auquel on se forme dans des écoles. Les paysans n'ont aucun statut et les associations professionnelles sont peu développées. Ils ne bénéficient pas de subventions étatiques, contrairement à leurs confrères suisses par exemple.

Ensuite, l'agriculture n'occupe que très partiellement ceux qui, tant bien que mal, en vivent. Le gros des travaux des champs est concentré sur la saison des pluies, avec les cultures de céréales et d'arachide. Durant la saison sèche, qui dure environ neuf mois, plus rien ne pousse, et la plupart des cultivateurs sont désœuvrés ou s'adonnent à d'autres activités. Seuls ceux qui habitent directement au bord d'un cours d'eau peuvent enchaîner avec les cultures dites de «décru» et récolter du maïs, du mil, des légumes, des fruits, etc. Dans les autres régions, il n'y a guère que les femmes qui exploitent encore un petit lopin de terre pour faire du maraîchage.



Jardin à Kayes (Mali), au bord du fleuve Sénégal. La cabane est entièrement faite en carton

A la campagne, les sources de revenu autres que l'agriculture sont très rares; changer d'activité signifie donc presque obligatoirement l'exode - en ville, où les perspectives d'emploi sont très faibles, ou à l'étranger, avec toutes les difficultés qu'entraîne le durcissement des politiques migratoires au Nord. L'agriculture est donc moins un métier qu'une condition que l'on hérite de ses ancêtres.

Comme les alternatives à l'agriculture et à l'élevage sont rares, presque tous les membres de la famille participent, à des degrés divers, aux travaux des champs. Ce morcellement des tâches fait qu'il est très difficile de distinguer ceux qui, dans une famille, seraient paysans de ceux qui ne le seraient pas. Certes, l'exploitation du domaine et l'approvisionnement de la famille sont placés sous la responsabilité du chef de famille. Mais ce dernier doit généralement sa position à sa qualité d'ainé plutôt qu'à ses compétences agricoles. Plutôt que de paysans, il faudrait donc parler de familles paysannes.

Autre paradoxe, lié à ceux que l'on vient d'évoquer : le travail de la terre peut être tantôt considéré comme un facteur de reconnaissance sociale, de fidélité aux ancêtres et à la tradition, et tantôt comme un signe de pauvreté matérielle et intellectuelle. Au Sénégal et au Mali¹, presque tous – y compris les chefs spirituels et les responsables politiques – se réclament du titre de cultivateur, même s'ils ne travaillent pas eux-mêmes la terre. A l'inverse, ceux qui n'ont pas d'autre activité que l'agriculture ont une image beaucoup moins flatteuse, parce que cela signifie qu'ils en sont restés au niveau de la lutte pour la survie.

Chapitre I : Comment devient-on paysan ?



«Je suis éleveur et agriculteur depuis la naissance.» **Zidane Ould Mehedi**, Nema (Mali)

«Nous n'avons pas de revenus, donc nos revenus, c'est la terre.» *Cheickna Coulibaly*, Koussané (Mali)

¹ En Mauritanie, ce rôle est plutôt tenu par les éleveurs.

«L'agriculture, ce n'est pas quelque chose que j'ai choisi. Je suis né là-dedans, je vis là-dedans et je vais mourir là-dedans. J'aurais préféré faire autre chose, mais j'ai quand même pu apprendre des choses tout en étant cultivateur, comme l'alphabétisation. Que tu sois ignorant ou pas, ce qui est important, c'est de trouver de quoi vivre.» *Moussa Diabira, Koussané (Mali)*

«Ce qu'on fait comme travail, on ne peut pas le refuser, parce que c'est un héritage. Nos grands-pères et nos arrière-grands-pères ne faisaient que cultiver. Nous sommes des paysans depuis le temps colonial. Même aujourd'hui, je préfère continuer à cultiver, parce que tous les pays développés sont arrivés à ce stade-là grâce aux cultivateurs. Là où il n'y a pas de cultivateurs, il n'y a pas de développement. Le problème, c'est qu'il n'y a pas assez de matériel. Il y a aussi un problème d'écoulement de la récolte et de stockage. C'est ce qui décourage beaucoup de monde et pousse les gens à émigrer.» *Un paysan de Madina Djuna (Sénégal)*



«J'ai arrêté mes études pour me lancer dans l'agriculture, parce que je n'avais plus les moyens de payer les fournitures scolaires. Mais l'agriculture, c'est quelque chose que j'ai aimé, parce qu'il n'y a pas de tricherie possible. Si tu travailles bien et qu'il pleut, tu fais une bonne récolte. Il fut des années où uniquement pour l'arachide, sans compter ni le mil ni le maïs, je n'avais pas moins de deux millions par an. Et puis je suis né pour la nature, quand j'étais au collège, j'étais dans une association d'amis de la nature, on faisait des reboisements.» **Makan Cissoko, Bala (Sénégal)**

«On est obligé de cultiver la terre, parce que c'est ça qui nous nourrit. Toute ma famille, tous les gens que tu vois ici, c'est moi qui les nourris avec les cultures.» *Amath Soumaré, Naude (Sénégal)*

«Il y a 33 personnes dans ma famille. Si ce n'est pas la culture, on ne peut pas nous nourrir. Depuis des siècles, nous avons trouvé nos parents en train de cultiver, nous sommes nés dans la culture, nous sommes obligés d'être des cultivateurs. Chacun doit amener sa contribution. C'est la vie associative.» *Djibril Gandega, Baediam (Mauritanie)*

«Avant, j'étais salarié d'une ONG à Tambacounda, en tant qu'agent d'alphabétisation dans ma langue maternelle. En 1988, ma mère est décédée et j'étais obligé de revenir dans ma région d'origine. J'ai fait un calcul de ce que je gagnais à Tamba et de ce que je pouvais gagner à la maison, et j'ai quitté Tamba. Si je n'étais pas revenu, j'aurais tout perdu.» *Seydou Barry, Diboli (Sénégal)*

«Depuis que je suis né, je n'ai pas connu d'autre activité que la culture de la terre, donc je l'aimerais jusqu'à ma mort, parce que nous vivons de ça. Mon père n'a connu que la culture de la terre jusqu'à sa mort. Sans ça, nous sommes morts.» *Mammadi Sissoko, Ai-Namolo (Mali)*

«Quand j'étais tout petit, à moins de 7 ans, mon père me portait sur les épaules et m'amenait aux champs. Aujourd'hui, je cultive les mêmes champs que lui, mais j'ai commencé à augmenter la surface.»
Idem



«*Mon désir, c'est de cultiver mon champ et de réussir. Je me considère comme le dernier fils, tous mes ancêtres ne vivaient que de la culture et moi aussi, je n'adhère qu'à la culture, je n'ai pas d'autre porte de sortie.*» **Un paysan à Nema (Mali)**

«Quand l'enfant a 7 ou 10 ans, il apprend comment on cultive, comment on sème. Pendant l'hivernage, il travaille aux champs. En septembre, l'agriculture diminue beaucoup, donc les enfants peuvent aller à l'école. Mais le samedi et le dimanche, ils retournent aux champs.» *Moussa Diabira, Koussané (Mali)*

Chapitre II : Cultivateur, un métier ?

«Dans ma famille, nous avons toujours été cultivateurs, je n'ai aucun métier. Bon, cultivateur, c'est un métier, mais il n'y a pas une fonction, pas un diplôme. C'est un métier caché.» *Bakary Camara, Sedelme (Mauritanie)*

«L'agriculture, c'est un métier, parce que c'est comme ça qu'on se nourrit.» *Kalifa Soumaré, Sirimoulou (Mali)*

«Cultivateur, c'est un métier de tout le monde. Ce n'est pas une spécialité. Quand on a les moyens de l'abandonner, on l'abandonne.» *Demba Niang, Djimbé (Sénégal)*

«L'agriculture, c'est mon métier préféré, c'est le métier le plus beau et le plus noble. Parce que quand on est affamé, rien ne peut vous aider si ce n'est le travail de vos mains. Il n'y a pas d'autre possibilité rapide d'éviter la faim.» *Un paysan à Nema (Mali)*

«Mon oncle est secrétaire de l'Assemblée nationale, mais il cultive encore.» *Moussa Diabira, Koussané (Mali)*

«Il faut que les paysans aient un statut. Tout le monde est paysan, personne ne l'est. Quand un enfant naît, son acte de naissance indique «cultivateur» sous «profession du père» et «ménagère» sous «profession de la mère». Cela signifie qu'ils n'ont rien d'autre à faire.» *Ibrahima Traoré, maire de Kolimbiné (Mali)*



«L'agriculture, c'est une activité faite pour tout le monde. Il n'y a pas d'apprentissage, il n'y a rien, ça plaît à tout le monde. Je connais même des procureurs, des juges, des fonctionnaires, des ministres qui cultivent. Ici, il y a l'amour de l'agriculture.» **Ibrahima Dieng, Kothiari (Sénégal)**

«Le chef d'exploitation, c'est souvent l'aîné. Même si le jeune frère est mieux formé, c'est l'aîné qui décide. S'il n'écoute pas les autres qui ont une certaine formation, ça va rester toujours la même chose. C'est le danger de l'agriculture familiale.» *Ibrahima Traoré, maire de Kolimbini (Mali)*

«La population malienne compte 9% de chômeurs. Mais on ne compte pas les agriculteurs, pour eux, on parle de sous-emploi.» *Idem*

Chapitre III : Dans le miroir du paysan

«Nous les cultivateurs, nous nous sentons valorisés nous-mêmes. Mais les autres nous voient comme les moins nantis, comme la couche la plus basse. Personnellement, je travaille la terre par amour et je crois que ça peut m'amener un mieux-vivre; c'est ma conviction. Mais quant aux fonctionnaires et aux autres, ils nous regardent de haut, comme des gens qui n'ont pas de connaissance, alors qu'il y a beaucoup de volontaires et d'enseignants qui n'ont pas un niveau meilleur que nous. Ce n'est pas parce qu'on est cultivateur ici qu'on n'a pas une certaine culture.» *Fousseynou Diarra, Kothiari (Sénégal)*

«Nos ancêtres n'ont pas eu accès à l'école. Avant, quand on nous disait d'emmener nos enfants à l'école, on s'enfuyait dans les champs.» *Sidati Ould Amar, Nema (Mali)*

«L'ignorant n'est même pas un individu. Nos ancêtres ne connaissaient rien d'autre que le labour. Les fils d'aujourd'hui ont vu que l'ignorance ne vaut que zéro. Tous sont donc lancés pour avoir accès à l'éducation. D'où vient l'argent nécessaire à la prise en charge des enseignants et des élèves? Du labour. Donc le paysan ne peut pas laisser son champ.» *Idem.*

«Les gens ne prennent pas le cultivateur comme quelqu'un qui veut faire quelque chose. Pourtant, c'est la première personne qui a construit la terre. Personne ne peut vivre sans cultivateurs. Mais ces gens-là comptent plus l'argent dans leur poche qu'ils ne comptent sur les cultivateurs.» *Bakary Camara, Sedelme (Mauritanie)*

«Les paysans sont minimisés. Pour les gens, le paysan, c'est quelqu'un qui n'a rien. Si tu avais quelque chose, tu ne cultiverais pas, tu ferais autre chose. La culture, c'est la dernière des solutions. C'est ce qu'on a l'habitude de dire ici.» *Makan Cissoko, Bala (Sénégal)*

«Je suis fier, parce que c'est avec l'agriculture que j'ai fait mes premiers pas. Lorsque j'ai commencé, je n'avais même pas le prix de mes semences. C'est un autre cultivateur qui m'a prêté des semences.»

Idem



Les gens de la ville voient le paysan comme quelqu'un qui ne sait rien. Ils le prennent comme une personne dirigée, qu'il faut utiliser: s'il n'a rien, il faut l'abandonner. Parce que le paysan ne sait rien que cultiver, il n'y a pas d'école. C'est une condition difficile dans notre pays.» **Younoussa Sall**, Bala Foulbé (Sénégal)

«Notre vie ressemble à la vie des chimpanzés: on vit de la cueillette.» *Migine Ould Kaou*, chef du village de Nema (Mali)

«Avec le retour d'anciens migrants, les gens commencent à comprendre l'importance de l'agriculture. Les paysans qui exploitent des périmètres mécanisés se sentent beaucoup plus fiers et mieux considérés. Même les ministres sont motivés pour engager des ouvriers agricoles.» *Demba Niang*, Djimbé (Sénégal)

Coopérative maraîchère créée il y a tout juste trente ans à Genève, les Jardins de Cocagne estiment que la cause paysanne et la lutte pour la souveraineté alimentaire dépassent les frontières. A ce titre, son association «Solidarité Nord et Sud» soutient depuis 1985 des organisations paysannes et des communes dans le Bassin du fleuve Sénégal, à cheval entre le Mali, le Sénégal et la Mauritanie. Dans cette région d'Afrique, la culture des céréales est une problématique cruciale pour l'accès des populations à une alimentation saine et produite localement. Pour ce faire, le journaliste Michaël Rodriguez a donné la parole à des cultivateurs maliens, sénégalais et mauritaniens, lors d'un voyage réalisé entre décembre 2007 et février 2008.

Les Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud

cp 245
CH-1233 Bernex

www.cocagne.ch

SoliSud@cocagne.ch

CCP: 30-175347-2,
Jardins de Cocagne Solidarité Nord
et Sud, Dons

Membre de la
Fédération Genevoise
de Coopération

